



SECRETARY OF DEFENSE
1000 DEFENSE PENTAGON
WASHINGTON, DC 20301-1000

Le 6 avril 2010

La présente révision de la doctrine nucléaire des États-Unis (*Nuclear Posture Review*, NPR) constitue une feuille de route de mise en œuvre du programme du président Obama visant à atténuer les risques nucléaires qu'encourent les États-Unis, leurs alliés et partenaires et la communauté internationale. Comme l'a fait observer le Président l'année dernière à Prague, l'objectif d'un monde affranchi des armes nucléaires ne sera pas atteint rapidement, mais nous devons commencer dès aujourd'hui à prendre des mesures concrètes.

La présente révision place la prévention du terrorisme et de la prolifération nucléaires au premier plan de l'ordre du jour politique des États-Unis et décrit la manière dont ceux-ci réduiront le rôle et le nombre des armes atomiques. Diverses démarches, dont le nouveau Traité de réduction des armements stratégiques avec la Russie, la rencontre au sommet sur la sécurité nucléaire, nos efforts visant à renforcer le régime de non-prolifération nucléaire et une façon plus étendue d'aborder la dissuasion nucléaire, forment des composantes essentielles de cette stratégie.

Par ailleurs, tant que les armes nucléaires n'auront pas disparu, les États-Unis doivent conserver un arsenal nucléaire sûr, sécurisé et efficace – de façon à maintenir une stabilité stratégique vis-à-vis des autres grandes puissances nucléaires, à dissuader des adversaires potentiels et à réaffirmer leurs engagements sécuritaires envers leurs alliés et partenaires.

Le présent document prône des investissements bien nécessaires pour reconstruire l'infrastructure nucléaire vieillissante des États-Unis. À cette fin, j'ai sollicité le transfert de près de cinq milliards de dollars, sur les prochaines années, du Département de la Défense à celui de l'Énergie. Conjugués à la stratégie de la NPR concernant la prolongation de la durée de vie des ogives, ces investissements représentent un plan de modernisation crédible, lequel s'impose pour maintenir l'infrastructure nucléaire et appuyer la force de dissuasion de notre pays. En outre, ils faciliteront des réductions supplémentaires d'armes en nous permettant de nous protéger contre de futures menaces sans avoir à compter sur un important arsenal non déployé.

Du début à la fin, la révision de la doctrine nucléaire s'est faite sous le sceau de la coopération interministérielle et, à ce titre, elle reflète l'importance de ce qui peut être accompli lorsque les ministères de notre gouvernement œuvrent de concert. Il faudra des années, voire des décennies dans certains cas, pour mener à bien les mesures exposées à grands traits dans ces pages. Leur exécution nécessitera l'intervention de multiples gouvernements et législatures ainsi qu'un consensus bipartite soutenu.

Je voudrais conclure en remerciant celles et ceux, au Département de la défense et de l'Énergie, sans oublier les laboratoires nationaux, qui jouent un rôle critique dans le maintien de notre arsenal nucléaire. Leur travail important sous-tend la sécurité des États-Unis ainsi que celle de leurs partenaires et alliés.

A handwritten signature in black ink, which appears to be "Robert Gates", is located in the bottom right corner of the page.

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Dans le discours qu'il a prononcé à Prague en avril 2009, le président Obama a mis en relief les dangers nucléaires du XXI^e siècle ; pour surmonter ces menaces graves et croissantes, a-t-il déclaré, les États-Unis devront « viser à instaurer la paix et la sécurité d'un monde sans armes nucléaires ». Il a reconnu qu'un objectif aussi ambitieux ne saurait être atteint rapidement – et qu'il pourrait même ne pas l'être de son vivant. Pour autant, le Président a exprimé sa détermination à prendre des mesures concrètes axées sur ce but, dont la réduction du nombre des armes nucléaires et de leur rôle dans la stratégie des États-Unis en matière de sécurité nationale. Il a toutefois promis que les États-Unis conserveraient un arsenal sûr, sécurisé et efficace, tant qu'il resterait des armes nucléaires, aussi bien pour dissuader des adversaires potentiels que pour rassurer leurs alliés et autres partenaires en matière de sécurité en leur faisant savoir qu'ils peuvent compter sur les engagements pris par les États-Unis dans ce domaine.

La *Nuclear Posture Review* (NPR, Révision de la doctrine nucléaire) de 2010 présente la manière dont le gouvernement entend promouvoir le programme d'action du président visant à atténuer les dangers nucléaires et à poursuivre l'objectif d'un monde dépourvu d'armes atomiques tout en faisant avancer les intérêts plus généraux des États-Unis dans le domaine de la sécurité. Cette NPR reflète les priorités du Président en matière de sécurité nationale ainsi que les objectifs cernés dans la « *Quadriennial Defense Review* » de 2010 à l'appui de la stratégie de défense.

Après la description des changements fondamentaux survenus dans le contexte de la sécurité internationale, le rapport consacré à la NPR se concentre sur cinq objectifs-clés de nos politiques et de notre doctrine relatives aux armes nucléaires, à savoir :

1. la prévention de la prolifération et du terrorisme nucléaires ;
2. la réduction du rôle des armes nucléaires des États-Unis dans la stratégie de sécurité nationale des États-Unis ;
3. le maintien de la dissuasion stratégique et de la stabilité à l'aide d'une force nucléaire de niveau réduit ;
4. le renforcement de la dissuasion régionale et la volonté de rassurer les alliés et partenaires des États-Unis ; et
5. le maintien d'un arsenal nucléaire sûr, sécurisé et efficace.

Si elle se concentre principalement sur les mesures à prendre dans les cinq ou dix années à venir, la NPR examine également l'avenir à long terme de la stratégie et de la doctrine nucléaires des États-Unis. La réalisation de progrès soutenus vers la réduction des dangers nucléaires, parallèlement à la garantie de la sécurité de notre pays et de celle de nos alliés et partenaires,

exigera une action concertée de la part d'une longue succession de gouvernements et de législatures des États-Unis. La nécessité de forger un consensus soutenu sur la voie à suivre s'avère incontournable.

Sécurité internationale : Nouvelle donne et mutations

Le contexte de la sécurité internationale a considérablement changé depuis la fin de la Guerre froide. La menace d'une guerre nucléaire mondiale relève aujourd'hui d'une éventualité lointaine, mais le risque d'une attaque nucléaire s'est accru.

Comme l'a clairement noté le président Obama, le terrorisme nucléaire constitue de nos jours le danger le plus immédiat et extrême. Al-Qaïda et ses alliés extrémistes cherchent à obtenir des armes nucléaires. Nous devons partir du principe qu'ils les utiliseraient s'ils parvenaient à s'en procurer. La vulnérabilité au vol ou à la saisie de vastes stocks de matériaux nucléaires à travers le monde, conjuguée à la disponibilité d'équipements et de technologies sensibles sur le marché noir nucléaire, crée un risque grave que des terroristes ne parviennent à acquérir ce dont ils ont besoin pour construire une arme atomique.

L'autre menace pressante qui se pose aujourd'hui est celle de la prolifération nucléaire. Des pays supplémentaires – en particulier ceux qui sont en désaccord avec les États-Unis, leurs alliés et partenaires et la communauté internationale élargie – pourraient acquérir des armes atomiques. Dans la poursuite de leurs ambitions nucléaires, la Corée du Nord et l'Iran ont enfreint les obligations liées à la non-prolifération, défié les directives du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies, cherché à se doter de capacités pour le lancement de missiles et résisté aux tentatives internationales visant à résoudre par des moyens diplomatiques les crises qu'ils ont eux-mêmes créées. Leur comportement provocateur a accentué l'instabilité dans leurs régions et il pourrait amener les pays voisins à envisager de se doter d'options de dissuasion nucléaire pour leur propre compte. La non-conformité continue aux normes de non-prolifération par ces pays et par d'autres aurait pour effet d'affaiblir gravement le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), ce qui aurait des conséquences négatives sur la sécurité des États-Unis et de la communauté internationale.

Confrontés aux menaces sans cesse plus pressantes du terrorisme et de la prolifération nucléaires, les États-Unis doivent cependant continuer à relever le défi plus familier de la stabilité stratégique face aux puissances nucléaires existantes, en particulier la Russie et la Chine. La Russie demeure le seul pays dont les capacités en matière d'armes nucléaires sont capables de rivaliser avec celles des États-Unis. Mais la nature des relations américano-soviétiques a fondamentalement changé depuis l'époque de la Guerre froide. Alors que des points de divergence entre nos deux pays continuent de se faire jour sur le plan des politiques et que la Russie poursuit la modernisation de ses forces nucléaires au demeurant impressionnantes, la Russie et les États-Unis ne sont plus des adversaires, et la perspective d'un affrontement militaire a considérablement diminué. Nos deux

pays ont accru la coopération dans des domaines d'intérêt commun, dont la prévention du terrorisme et de la prolifération nucléaires.

Les États-Unis et la Chine sont de plus en plus interdépendants, et leurs responsabilités partagées face à la nécessité de s'attaquer aux menaces qui planent sur la sécurité mondiale, telles que la prolifération d'armes de destruction massive (ADM) et le terrorisme, se multiplient. Dans le même temps, les États-Unis et les pays asiatiques voisins de la Chine demeurent préoccupés par les efforts de modernisation militaire qu'entreprend actuellement cette dernière, y compris en ce qui concerne la modernisation qualitative et quantitative de son arsenal nucléaire. Celui-ci est toujours nettement moins important que ceux de la Russie et des États-Unis. Mais le manque de transparence qui caractérise ses programmes nucléaires – leur cadence et leur portée ainsi que la stratégie et la doctrine qui les sous-tendent – soulèvent des questions quant aux futures intentions stratégiques de la Chine.

Ces changements observés dans le domaine des menaces nucléaires ont modifié la hiérarchie de nos préoccupations nucléaires et de nos objectifs stratégiques. Dans les années à venir, nous devons attacher une importance prioritaire aux efforts visant à décourager de nouveaux pays d'acquiescer des capacités en matière d'armes nucléaires et à empêcher les groupes terroristes de mettre la main sur des bombes atomiques ou sur les matériaux nécessaires à leur fabrication. Par ailleurs, nous devons continuer à préserver des relations stratégiques stables avec la Russie et la Chine et contrer les menaces posées par les États nucléaires émergents, ce qui nous permet de protéger les États-Unis ainsi que leurs partenaires et alliés contre les menaces ou manœuvres d'intimidation nucléaires et à rendre moins tentant le désir qu'ils pourraient avoir de se doter de leur propre force de dissuasion nucléaire.

Conséquences pour les politiques des États-Unis relatives aux armes nucléaires et la doctrine relative aux forces

L'arsenal nucléaire massif que nous avons hérité de la Guerre froide, à l'ère d'un affrontement militaire bipolaire, est mal adapté aux défis que posent aujourd'hui les terroristes kamikazes et les régimes hostiles en quête d'armes nucléaires. Dès lors, il est essentiel que nous alignions de plus près nos politiques nucléaires et notre doctrine sur nos priorités les plus urgentes, en l'occurrence la prévention du terrorisme et de la prolifération nucléaires.

Il ne faut pas en conclure pour autant que notre dissuasion nucléaire a perdu toute sa pertinence. De fait, tant qu'il restera des armes nucléaires, les États-Unis conserveront des forces nucléaires sûres, sécurisées et efficaces. Celles-ci continueront de jouer un rôle essentiel pour ce qui est de dissuader des adversaires potentiels et de rassurer nos alliés et partenaires de par le monde.

Mais les changements fondamentaux survenus ces dernières années dans le contexte de la sécurité internationale – notamment l'accroissement sans précédent des capacités militaires

conventionnelles des États-Unis, les améliorations considérables de la défense antimissiles et l'atténuation des rivalités de la Guerre froide – nous permettent d'atteindre ces objectifs avec des forces nucléaires à un niveau très réduit et en misant moins sur elles. Dès lors, sans compromettre nos objectifs liés à la dissuasion classique et à notre volonté de rassurer, nous sommes maintenant en mesure de donner corps à nos politiques relatives aux armes nucléaires et à l'articulation de nos forces de manière à mieux répondre aux enjeux les plus pressants qui affectent notre sécurité.

- En réduisant le rôle et le nombre des armes nucléaires des États-Unis – conformément à l'obligation dans laquelle nous place l'Article VI du TNP de progresser vers le désarmement nucléaire – nous pouvons nous positionner plus solidement pour persuader nos partenaires du TNP d'adopter avec nous les mesures nécessaires à la relance du régime de non-prolifération et à la sécurisation des matières nucléaires à travers le monde.
- En maintenant une dissuasion nucléaire crédible et en renforçant les architectures régionales de sécurité au moyen de défenses antimissiles et d'autres capacités militaires conventionnelles, nous pouvons rassurer nos alliés et partenaires du monde entier qui ne sont pas dotés de l'arme nucléaire quant à nos engagements envers leur sécurité et confirmer qu'ils n'ont pas besoin d'avoir leurs propres capacités en la matière.
- En poursuivant un programme judicieux de gestion des stocks visant à prolonger la durée de vie des armes nucléaires des États-Unis, nous pouvons garantir une dissuasion sûre, sécurisée et efficace sans avoir à mettre au point de nouvelles ogives nucléaires ni à effectuer des essais nucléaires supplémentaires.
- En modernisant nos installations nucléaires vieillissantes et en investissant dans le capital humain, nous pouvons considérablement réduire le nombre d'armes nucléaires que nous conservons à titre de protection contre toute surprise technique ou géopolitique, accélérer le démantèlement des ogives mises hors service et mieux comprendre les activités étrangères en matière d'armes nucléaires.
- En encourageant la stabilité stratégique avec la Russie et la Chine et en améliorant la transparence et la confiance mutuelle, nous pouvons contribuer à créer les conditions propices à l'évolution vers un monde sans armes nucléaires et cimenter le socle de nos actions en faveur de la lutte contre la prolifération et le terrorisme nucléaires.
- En œuvrant de manière à diminuer la prépondérance des armes nucléaires dans les affaires internationales et à préparer la voie à leur élimination progressive, nous pouvons, d'une part, inverser la tendance croissante à penser que nous sommes condamnés à vivre dans un monde où le nombre d'États nucléaires ne peut qu'augmenter et, d'autre part, faire décroître les incitations que pourraient avoir d'autres pays à se prémunir contre un avenir incertain en poursuivant leurs propres options nucléaires.

La prévention de la prolifération et du terrorisme nucléaires

Composante essentielle de leur démarche axée sur la réalisation d'un monde affranchi des armes nucléaires, les États-Unis seront le fer de lance de l'élargissement des efforts internationaux destinés à reconstruire et à renforcer le régime mondial de non-prolifération des armes nucléaires – et, c'est une première en 2010, la NPR place cette priorité en tête de liste de l'ordre du jour des États-Unis en la matière. La crainte que nous nous approchions d'un point de basculement nucléaire s'est intensifiée ces dernières années – autrement dit, que faute d'enrayer et d'inverser les tendances périlleuses d'aujourd'hui, nous vivons sous peu dans un monde où le nombre d'États dotés de l'arme nucléaire ira croissant et où les terroristes seront plus susceptibles de mettre la main sur ce type d'armes.

La stratégie des États-Unis destinée à prévenir la prolifération et le terrorisme nucléaires comporte trois volets clés. En premier lieu, nous cherchons à consolider le régime de non-prolifération des armes nucléaires et sa pièce maîtresse, le TNP, en inversant les ambitions nucléaires de la Corée du Nord et de l'Iran, en renforçant les sauvegardes de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et en veillant à ce qu'elles soient respectées, en entravant le commerce nucléaire illicite et en encourageant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire sans accroître les risques de prolifération. En second lieu, nous accélérons les efforts axés sur la mise en œuvre de l'initiative du président Obama, qui a pour but de sécuriser tous les matériaux nucléaires vulnérables à travers le monde dans un délai de quatre ans.

En troisième lieu, nous poursuivons nos efforts en matière de contrôle des armements – parmi lesquels figurent notamment le nouveau Traité de réduction des armements stratégiques (nouveau traité START), la ratification et l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et la négociation d'un traité, vérifiable, interdisant la production de matières fissiles (TIPMF) – afin de mieux fédérer un large soutien international en faveur des mesures nécessaires au renforcement du régime de non-prolifération et à la sécurisation des matériaux nucléaires de par le monde.

Au nombre des initiatives clés du gouvernement figurent les suivantes :

- Poursuivre d'arrache-pied l'initiative de Prague du Président relative à la sécurisation de tous les matériaux nucléaires vulnérables dans le monde entier, ce qui inclut l'accélération de l'Initiative de réduction de la menace mondiale ainsi que celle du Programme international de protection des matériaux nucléaires et de coopération. À cette fin, il a été décidé d'augmenter jusqu'à 2,7 milliards de dollars, soit de plus de 25 %, l'enveloppe des programmes de non-prolifération nucléaire du Département de l'Énergie pour l'année budgétaire 2011.

- Rehausser les capacités nationales et internationales qui permettent de perturber les réseaux illicites de prolifération et d'interdire la contrebande de matériaux nucléaires, et continuer d'élargir nos analyses judiciaires de manière à mieux pouvoir cerner la source de matériaux nucléaires utilisés, ou qui sont destinés à l'être dans la fabrication d'un engin explosif nucléaire à des fins terroristes.
- Mettre en route un programme national de recherche et de développement de grande envergure à l'appui de progrès continus vers un monde sans armes nucléaires, et qui prévoira notamment l'élargissement des travaux sur les technologies de vérification et l'élaboration de mesures de transparence.
- Renouveler l'engagement pris par les États-Unis de tenir pleinement responsable tout État, groupe terroriste ou autre acteur non étatique qui appuie ou rend possibles les tentatives faites par des terroristes pour se procurer ou faire usage d'armes de destruction massive, soit qu'il les facilite, les finance ou fournisse son expertise ou un lieu sûr à des terroristes.

Réduire le rôle des armes nucléaires des États-Unis

Le rôle des armes nucléaires dans la sécurité nationale et la stratégie militaire des États-Unis s'est nettement estompé depuis quelques dizaines d'années, mais l'on peut et l'on doit maintenant prendre des mesures supplémentaires.

Le rôle fondamental des armes nucléaires des États-Unis, qui persistera tant qu'il existera des armes nucléaires, consiste à dissuader le lancement d'une attaque nucléaire contre les États-Unis, leurs alliés et leurs partenaires.

Pendant la Guerre froide, les États-Unis se réservaient le droit de recourir à l'arme nucléaire à titre de riposte en cas d'attaque conventionnelle massive par l'Union soviétique et ses alliés du Pacte de Varsovie. En outre, après avoir renoncé à leurs armes chimiques et biologiques en vertu de traités internationaux (alors que certains États continuent d'en détenir ou d'en rechercher), les États-Unis se sont réservé le droit d'utiliser des armes nucléaires pour dissuader le lancement d'une attaque aux armes chimiques ou biologiques contre eux, leurs alliés et leurs partenaires.

Depuis la fin de la Guerre froide, le contexte stratégique a subi des changements fondamentaux. Une fois établie la prééminence des forces militaires conventionnelles des États-Unis et au regard des améliorations continues apportées à leurs défenses antimissiles ainsi qu'à leur capacité de contrer l'usage d'armes chimiques et biologiques et d'en atténuer l'effet, le rôle des armes nucléaires des États-Unis dans la dissuasion d'attaques non nucléaires – conventionnelles, biologiques ou chimiques – a été largement tronqué. Les États-Unis continueront de réduire la part des armes nucléaires dans la dissuasion des attaques non nucléaires.

À cette fin, les États-Unis se préparent maintenant à renforcer leurs « garanties de sécurité négatives » en place de longue date en déclarant qu'ils n'auront pas recours aux armes nucléaires et qu'ils ne menaceront pas de le faire contre les États non dotés de l'arme nucléaire qui sont parties au TNP et qui respectent leurs obligations en matière de non-prolifération nucléaire.

La révision de ces garanties procède de la volonté non seulement de mettre en relief les avantages pour la sécurité qu'il y a d'adhérer au TNP et de s'y conformer pleinement, mais aussi de persuader les États non dotés de l'arme nucléaire qui sont parties au Traité d'œuvrer de concert avec les États-Unis et d'autres parties intéressées à l'adoption de mesures efficaces propres à renforcer le régime de non-prolifération.

Par ces garanties renforcées, les États-Unis affirment que tout État admissible qui utiliserait des armes chimiques ou biologiques contre les États-Unis ou leurs alliés et leurs partenaires devrait s'attendre à une riposte militaire conventionnelle dévastatrice – et savoir que tout individu responsable de l'attaque, qu'il s'agisse de dirigeants nationaux ou de commandants militaires, serait tenu pleinement responsable. Au regard du potentiel catastrophique des armes biologiques et de la cadence rapide du développement de la biotechnologie, les États-Unis se réservent le droit d'apporter à ces garanties toute rectification justifiée par l'évolution et la prolifération de la menace des armes biologiques et compte tenu des capacités des États-Unis de la contrer.

Dans le cas des pays non visés par ces garanties – ceux qui possèdent des armes nucléaires et ceux qui ne respectent pas leurs obligations de non-prolifération nucléaire – il reste une gamme limitée de situations dans lesquelles les armes nucléaires des États-Unis pourraient malgré tout jouer un rôle dans la dissuasion d'une attaque conventionnelle ou aux armes chimiques ou biologiques contre eux ou leurs alliés et partenaires. Dès lors, les États-Unis ne sont pas prêts à l'heure actuelle à adopter une politique universelle selon laquelle la seule finalité des armes nucléaires serait de dissuader une attaque nucléaire, mais ils s'emploieront à établir les conditions dans lesquelles l'adoption d'une telle politique pourrait être envisagée en toute sécurité.

Pour autant, il ne faut pas en conclure que nous sommes plus disposés que par le passé à recourir à l'arme atomique contre des pays exclus des nouvelles garanties. De fait, les États-Unis tiennent à souligner qu'ils n'envisageraient d'utiliser des armes nucléaires qu'en cas de circonstances extrêmes pour défendre leurs intérêts vitaux ou ceux de leurs alliés et partenaires. Il est dans l'intérêt des États-Unis et dans celui de tous les autres pays de prolonger à tout jamais la période de non-utilisation des armes atomiques, déjà longue de près de soixante-cinq ans.

Ceci étant, voici quelques conclusions essentielles du rapport sur la NPR :

- Les États-Unis continueront de renforcer leurs capacités conventionnelles et de réduire le rôle des armes nucléaires dans la dissuasion des attaques non nucléaires, leur objectif à

terme étant de faire de la dissuasion d'une attaque nucléaire contre eux ou leurs alliés et partenaires la seule finalité des armes nucléaires des États-Unis.

- Les États-Unis n'envisageraient de recourir à l'arme atomique que dans des conditions extrêmes pour défendre leurs intérêts vitaux ou ceux de leurs alliés et partenaires.
- Les États-Unis ne vont pas recourir aux armes nucléaires, ni menacer de le faire, contre des États non nucléaires qui sont parties au TNP et qui respectent leurs obligations de non-prolifération nucléaire.

Maintenir la dissuasion stratégique et la stabilité à des niveaux réduits de forces nucléaires

Depuis la fin de la Guerre froide, les États-Unis et la Russie ont réduit d'environ 75 % leurs armes nucléaires stratégiques déployées, mais nos deux pays conservent beaucoup plus d'armes atomiques qu'ils n'en ont besoin à des fins de dissuasion. Le gouvernement des États-Unis est déterminé à collaborer avec la Russie afin de préserver la stabilité avec des forces à un niveau considérablement réduit.

Le nouveau traité START. La prochaine étape dans ce processus consiste à remplacer le traité START I de 1991, aujourd'hui caduc, par un autre accord vérifiable, le nouveau traité START. L'une des premières tâches en rapport avec la NPR a été de formuler les positions des États-Unis pour les négociations de ce nouveau traité et d'examiner la manière dont les forces des États-Unis pourraient être structurées à la lumière des réductions exigées par le nouvel accord. La NPR est arrivée aux conclusions suivantes :

- Une dissuasion stable peut être maintenue concomitamment à la réduction de moitié environ des vecteurs stratégiques des États-Unis – missiles balistiques intercontinentaux (ICBM), missiles balistiques à lanceur sous-marin (SLBM) et bombardiers lourds à capacité nucléaire – par rapport au niveau de START I et concomitamment aussi à la réduction d'environ 30 %, par rapport au niveau du traité de Moscou, des ogives stratégiques dénombrées.
- S'appuyant sur l'analyse de la NPR, les États-Unis sont convenus avec la Russie, dans le cadre du nouveau traité START, de plafonner à 1 500 le nombre d'ogives stratégiques, à 700 celui des vecteurs stratégiques déployés et à 800 en tout celui des vecteurs stratégiques, qu'ils soient déployés ou non.
- La triade nucléaire des États-Unis (missiles balistiques, à bord de sous-marins et à bord de bombardiers à capacité nucléaire) sera maintenue en vertu du nouveau traité START.
- Tous les ICBM des États-Unis seront « dé-MIRVés » pour ne plus contenir qu'une seule ogive indépendamment guidée chacun, et ce de façon à accroître la stabilité.
- Les contributions des systèmes non nucléaires aux objectifs des États-Unis en matière de dissuasion et de rassurance régionales seront préservées en ne limitant pas les défenses

antimissiles et en préservant les options relatives à l'utilisation de bombardiers lourds et de systèmes de missiles de longue portée dans des rôles conventionnelles.

Maximiser le temps de décision du Président. La NPR a conclu que le dispositif d'alerte actuel des forces stratégiques des États-Unis – les bombardiers lourds ne sont pas en état d'alerte à plein temps, pratiquement tous les ICBM le sont et un nombre important de SNLE sont en mer à tout moment – devait être maintenu à l'heure actuelle. En outre, elle a conclu qu'il convenait de poursuivre les efforts visant à diminuer la possibilité du lancement d'engins nucléaires consécutif à un accident, à une action non autorisée ou à une erreur de perception ainsi qu'à maximiser la plage de temps dont dispose le Président pour décider de recourir ou non à l'arme nucléaire. Les mesures principales regroupent les suivantes :

- La poursuite de la pratique de la « désignation d'objectif en haute mer » pour tous les ICBM et SLBM afin que, dans l'éventualité hautement improbable d'un lancement non autorisé ou accidentel, le missile tombe en pleine mer, et la demande faite à la Russie de reconformer son attachement à cette pratique.
- Le renforcement supplémentaire du système de commandement et de contrôle des États-Unis de manière à maximiser le temps de décision du Président en cas de crise nucléaire.
- La recherche de nouveaux modes de positionnement des ICBM propres à améliorer la capacité de survie et à réduire davantage toute incitation à un lancement intempestif.

Renforcer la stabilité stratégique. Etant donné que la Russie et la Chine modernisent actuellement leurs capacités nucléaires – et au regard de leurs allégations selon lesquelles les programmes de défense antimissiles et de missiles à charge conventionnelle des États-Unis seraient déstabilisateurs – le maintien de la stabilité stratégique vis-à-vis de ces deux pays demeurera un défi important dans les années à venir.

- Les États-Unis poursuivront des dialogues bilatéraux de haut niveau sur le thème de la stabilité stratégique tant avec la Russie qu'avec la Chine, dont le but sera d'encourager la promotion de relations stratégiques plus stables, plus résilientes et plus transparentes.

Un dialogue stratégique avec la Russie permettra aux États-Unis d'expliquer que leurs défenses antimissiles sont conçues pour faire face aux menaces régionales émergentes, comme le sera aussi tout futur système de missiles balistiques de longue portée à charge conventionnelle, et qu'ils ne cherchent pas à affecter l'équilibre stratégique vis-à-vis de la Russie. De son côté, la Russie pourrait expliquer ses programmes de modernisation, clarifier sa doctrine militaire actuelle (en particulier le degré auquel elle attache de l'importance aux armes nucléaires) et discuter les mesures qu'elle pourrait prendre pour atténuer les inquiétudes présentes dans l'Occident au sujet de son arsenal nucléaire non stratégique, par exemple en décidant de consolider davantage ses

systèmes non stratégiques dans un petit nombre d'installations sécurisées au cœur du territoire russe.

En ce qui concerne la Chine, le dialogue sur la stabilité stratégique vise à fournir aux deux parties un cadre et un mécanisme par lesquels chacune peut communiquer ses vues sur les stratégies, politiques et programmes de l'autre relatifs aux armes nucléaires et à d'autres capacités stratégiques. Un tel dialogue a pour but de rehausser la confiance, d'améliorer la transparence et de réduire la méfiance. Comme il est mentionné dans le Rapport 2010 sur la révision de la défense antimissiles balistiques (*Ballistic Missile Defense Review*), « le maintien de la stabilité stratégique dans la relation américano-chinoise revêt pour le présent gouvernement une importance égale au maintien de la stabilité stratégique avec d'autres grandes puissances ».

Future réductions nucléaires. Le Président a ordonné le réexamen des objectifs liés à la maîtrise des armements consécutivement à la signature du nouveau traité START et dans la perspective de futures réductions des armes nucléaires. Plusieurs facteurs influenceront l'ampleur et la cadence de la diminution des forces nucléaires des États-Unis en dessous des niveaux stipulés dans le nouveau traité START.

En premier lieu, toute future réduction doit continuer de renforcer l'effet de dissuasion sur des adversaires régionaux potentiels, la stabilité stratégique vis-à-vis de la Russie et de la Chine et les garanties offertes à nos alliés et à nos partenaires. Cette considération nécessitera la mise à jour de l'évaluation des exigences de la dissuasion ; de nouvelles améliorations apportées aux capacités non nucléaires des États-Unis, de leurs alliés et de leurs partenaires ; des réductions bien ciblées des armes stratégiques et non stratégiques ; et des consultations étroites avec nos alliés et nos partenaires. Les États-Unis continueront de veiller à ce que, dans les calculs de tout adversaire potentiel, les gains présumés d'une attaque contre les États-Unis ou leurs alliés et leurs partenaires fassent pâle figure au vu des coûts inacceptables de la réponse qui serait provoquée.

En deuxième lieu, l'application du Programme de gestion des stocks et les investissements dans l'infrastructure nucléaire conformément aux recommandations de la NPR permettront aux États-Unis de ne plus avoir à conserver de grandes quantités d'ogives non déployées à titre de protection contre une éventuelle surprise technique ou géopolitique, ce entraînera d'importantes réductions de l'arsenal nucléaire. Ces investissements sont essentiels pour faciliter les coupes tout en maintenant l'effet de dissuasion dans la perspective du nouveau traité START et par-delà.

En troisième lieu, la force nucléaire de la Russie demeurera un facteur important dans la détermination du degré et de la rapidité avec lesquels nous sommes prêts à diminuer les forces des États-Unis. Grâce à l'amélioration de nos relations, une parité numérique stricte entre nos deux pays n'est plus une nécessité aussi impérieuse que du temps de la Guerre froide. Toutefois, de grandes disparités entre nos capacités nucléaires respectives pourrait faire sourciller, tant dans nos deux pays que parmi les alliés et les partenaires des États-Unis, et elle pourrait ne pas être propice

au maintien d'une relation stable à long terme, en particulier dans le contexte d'une importante réduction des forces nucléaires. Dès lors, nous estimerons important que la Russie se joigne à nous tandis que nous nous emploierons à faire baisser le niveau des forces.

Les principales recommandations de la NPR comprennent les suivantes :

- Effectuer une analyse de suivi en vue de fixer les objectifs de futures réductions des forces nucléaires au-dessous des niveaux escomptés dans le nouveau traité START tout en renforçant l'effet de dissuasion sur les adversaires régionaux potentiels, la stabilité stratégique vis-à-vis de la Russie et de la Chine et les garanties faites à nos alliés et à nos partenaires.
- Traiter la question des armes nucléaires non stratégiques, en liaison avec celle des armes nucléaires non déployées des États-Unis et de la Russie, dans le cadre de toutes les négociations avec la Russie consécutives au nouveau traité START.
- Effectuer les réductions des forces nucléaires des États-Unis de manière à maintenir la fiabilité et l'efficacité des garanties de sécurité faites à nos alliés et à nos partenaires. Les États-Unis consulteront leurs alliés et partenaires sur l'élaboration d'une approche qui guidera les négociations postérieures au nouveau traité START.

Renforcer la dissuasion régionale et rassurer les alliés et les partenaires des États-Unis

Les États-Unis sont résolument acquis au renforcement des liens bilatéraux et régionaux en matière de sécurité et au principe de la collaboration avec leurs alliés et leurs partenaires afin d'adapter ces relations aux enjeux du XXI^e siècle. De telles relations dans le domaine de la sécurité sont essentielles à la dissuasion des menaces potentielles et elles peuvent également servir nos objectifs dans le domaine de la non-prolifération – en ce qu'elles démontrent aux États voisins que leur poursuite des armes nucléaires sapera inmanquablement leur désir de gagner des avantages militaires ou politiques et qu'elles rassurent les alliés et les partenaires non nucléaires des États-Unis en leur montrant que leurs intérêts sécuritaires peuvent être protégés sans qu'ils aient à se doter de leurs propres capacités nucléaires de dissuasion.

Les armes nucléaires des États-Unis ont joué un rôle essentiel pour ce qui est d'étendre l'effet de dissuasion aux alliés et aux partenaires des États-Unis des attaques nucléaires ou les actes de coercition nucléaire par des États de leur région qui possèdent ou cherchent à acquérir des armes atomiques. Les États-Unis apportent un « parapluie nucléaire » crédible par la combinaison de divers moyens – leurs forces stratégiques de la triade, les armes nucléaires non stratégiques déployées à l'avant dans les régions clés et les armes nucléaires basées aux États-Unis qui pourraient être déployées rapidement à l'avant en cas de situations régionales impondérables. Le panachage des moyens de dissuasion a varié au fil du temps et d'une région à une autre.

En Europe, les armes nucléaires des États-Unis déployées à l'avant ont été considérablement réduites depuis la fin de la Guerre froide, mais un petit nombre d'armes atomiques américaines sont encore présentes. Si le risque d'attaque nucléaire contre des membres de l'OTAN n'a jamais été aussi faible, la présence d'armes nucléaires des États-Unis – conjuguée aux arrangements uniques de l'OTAN en matière de participation nucléaire et en vertu desquels les membres non dotés de l'arme atomique participent à la planification nucléaire et possèdent des avions spécialement configurés pour le lancement d'armes nucléaires – contribue à la cohésion de l'Alliance et rassure nos alliés et nos partenaires qui se sentent exposés à des menaces régionales. Le rôle des armes nucléaires dans la défense des membres de l'Alliance sera abordé cette année dans le cadre de la révision par l'OTAN de son Concept stratégique. Tout changement apporté à la doctrine nucléaire de l'OTAN ne devrait être apporté qu'après un examen approfondi au sein, et sur décision, de l'Alliance.

En Asie et au Moyen-Orient – où il n'existe pas de structures d'alliances multilatérales analogues à l'OTAN – les États-Unis ont maintenu l'effet de dissuasion par le biais d'alliances bilatérales et de relations de sécurité, ainsi que par celui de leur présence militaire en zone avancée et de leurs garanties de sécurité. Une fois la Guerre froide terminée, les États-Unis ont retiré de la région du Pacifique leurs armes nucléaires déployées à l'avant, éliminant notamment les armes nucléaires des bâtiments de surface et des sous-marins polyvalents. Depuis, en temps de crise, ils ont compté sur leurs forces stratégiques centrales et la capacité de redéployer des systèmes nucléaires en Asie de l'Est.

Si les armes nucléaires se sont révélées une composante essentielle des garanties qu'ils donnent à leurs alliés et à leurs partenaires, les États-Unis comptent de plus en plus souvent sur des éléments non nucléaires pour consolider les architectures régionales de sécurité, dont une présence conventionnelle avancée et des défenses efficaces contre les missiles balistiques de théâtre. Parallèlement à la réduction du rôle des armes nucléaires dans la stratégie de sécurité nationale des États-Unis, ces éléments non nucléaires tiendront une plus grande place dans le fardeau de la dissuasion. En outre, une composante indispensable d'une dissuasion régionale efficace est non seulement non nucléaire, mais aussi non militaire – il s'agit de relations politiques robustes et fondées sur la confiance entre les États-Unis et leurs alliés et leurs partenaires.

Les armes nucléaires non stratégiques. Les États-Unis ont considérablement réduit le nombre de leurs armes nucléaires non stratégiques (ou « tactiques ») depuis la fin de la Guerre froide. De nos jours, ils conservent seulement un nombre limité d'armes nucléaires déployées en avant en Europe, ainsi qu'un petit nombre d'armes nucléaires stockées aux États-Unis aux fins de déploiement éventuel à l'étranger à l'appui d'une dissuasion étendue offerte à leurs alliés et à leurs partenaires. La Russie conserve un arsenal beaucoup plus important d'armes nucléaires non stratégiques, dont beaucoup sont déployées à proximité du territoire de plusieurs pays membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

La NPR a conclu que les États-Unis allaient :

- conserver la capacité de déployer en zone avancée des armes nucléaires embarquées sur des chasseurs-bombardiers tactiques et des bombardiers lourds et pousser à fond le projet visant à prolonger la durée de vie de la bombe B-61, en veillant notamment à améliorer les considérations de sûreté, de sécurité et de contrôle d'utilisation ;
- mettre hors service le missile de croisière doté d'une capacité nucléaire et tiré à partir de la mer (TLAM-N) ;
- continuer de maintenir et de développer des capacités de frappe à longue portée qui complètent la présence militaire avancée des États-Unis et renforcent la dissuasion à l'échelle régionale ;
- poursuivre et, le cas échéant, élargir les consultations avec leurs alliés et leurs partenaires pour aborder les moyens d'assurer la crédibilité et l'efficacité du concept de dissuasion américaine étendue. Aucun changement ne sera apporté aux capacités des États-Unis en la matière sans d'étroites consultations avec de leurs alliés et leurs partenaires.

Maintenir un arsenal nucléaire sûr, sécurisé et efficace

Les États-Unis sont déterminés à faire en sorte que leurs armes nucléaires restent sûres, sécurisées et efficaces. Depuis la fin de leurs essais nucléaires, en 1992, leurs ogives ont été entretenues et certifiées sûres et fiables par le biais d'un Programme de gestion des stocks qui a permis de prolonger la durée de vie de celles-ci en les remettant en conformité aux spécifications originales. En anticipant trente ans sur l'avenir, la NPR s'est penchée sur le meilleur moyen de prolonger la durée de vie des ogives nucléaires existantes conformément au Programme de gestion des stocks mandaté par le Congrès ainsi qu'aux objectifs des États-Unis en matière de non-prolifération. Voici les conclusions retenues :

- Les États-Unis n'effectueront pas d'essais nucléaires et ils poursuivront la ratification et l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.
- Les États-Unis ne mettront pas au point de nouvelles ogives nucléaires. Les programmes de prolongation de la durée de vie (*Life Extension Program*, LEP) utiliseront comme seules composantes nucléaires celles qui seront basées sur des modèles ayant déjà été testés et ils n'appuieront pas de nouvelles missions militaires pas plus qu'ils ne permettront de nouvelles capacités militaires.
- Les États-Unis étudieront des options au cas par cas concernant les moyens d'assurer la sûreté, la sécurité et la fiabilité des ogives nucléaires, conformément au Programme de gestion des stocks mandaté par le Congrès. Ils examineront toute la panoplie des approches possibles concernant les programmes LEP : remise en état des ogives existantes,

réutilisation de composantes nucléaires provenant d'autres ogives et remplacement des composantes nucléaires.

- S'il est décidé de procéder à des mises au point techniques dans le cadre d'un programme LEP visant des ogives, les États-Unis privilégieront résolument les options concernant la remise en état ou la réutilisation. Les composantes nucléaires ne seront remplacées qu'au cas où il serait autrement impossible d'atteindre les objectifs critiques du Programme de gestion des stocks et si le Président autorise spécifiquement ces remplacements, avec l'accord du Congrès.

Conformément à ces conclusions, la NPR recommande ce qui suit :

- Financer entièrement le programme LEP en cours visant les ogives W-76 embarquées sur des sous-marins ainsi que l'étude sur le programme LEP et les activités de suivi concernant la bombe B-61 ; et
- Mettre en route une étude des options dans le cadre du programme LEP pour l'ogive ICBM W-78, et examiner notamment la possibilité d'utiliser aussi sur les SLBM l'ogive qui aura été mise au point de manière à réduire le nombre du type d'ogives.

Pour rester sûrs, sécurisés et efficaces, les stocks nucléaires des États-Unis doivent bénéficier d'une infrastructure matérielle moderne – regroupant les laboratoires de sécurité nationale et tout un complexe d'installations d'appui – et d'une main-d'œuvre très capable, armée des compétences spécialisées qui sont nécessaires au maintien de la dissuasion nucléaire. Alors que les États-Unis réduisent le nombre de leurs armes nucléaires, la fiabilité de celles qui restent dans l'arsenal, et la qualité des installations nécessaires à son maintien, deviendront plus importantes.

Les ressources humaines constituent un autre sujet de préoccupation. Les laboratoires de sécurité nationale ont de plus en plus de difficultés à attirer et à conserver les scientifiques et les ingénieurs les plus prometteurs de la prochaine génération. L'attachement du gouvernement à un plan clair et à long terme de gestion des stocks, ainsi qu'à la prévention de la prolifération et du terrorisme nucléaires, aura un effet favorable sur le recrutement et la rétention des scientifiques et des ingénieurs de demain parce que ceux-ci se verront l'occasion de participer à des activités de recherche et de développement intellectuellement stimulantes et utiles.

Conclusions de la NPR :

- Il faut renforcer la base scientifique, technologique et technique, qui est essentielle à la gestion des stocks, sans compter qu'elle peut éclairer d'un jour nouveau les efforts de non-prolifération.
- Il est nécessaire d'accroître les investissements dans l'ensemble des installations d'armes nucléaires, y compris du personnel, afin d'assurer à long terme la sûreté, la sécurité et l'efficacité de notre arsenal nucléaire. L'importance des nouvelles installations

sera déterminée par les besoins de la gestion des stocks et par le plan directeur de l'Administration nationale de la sécurité nucléaire.

- Il faut augmenter l'enveloppe budgétaire du Projet de remplacement de la recherche en chimie et métallurgie au laboratoire national de Los Alamos, projet qui porte sur le remplacement de cette installation vieille de cinquante ans et sur la construction d'une nouvelle installation de traitement de l'uranium dans l'usine Y-12, sise à Oak Ridge, dans le Tennessee.

Perspectives d'avenir : Vers un monde sans armes nucléaires

L'application des recommandations énoncées dans le rapport 2010 sur la doctrine nucléaire des États-Unis aura pour double conséquence de rehausser la sécurité des États-Unis et celle de leurs alliés et de leurs partenaires ainsi que de nous rapprocher sérieusement de la vision du Président d'un monde affranchi de l'arme nucléaire.

Les conditions dans lesquelles les États-Unis et d'autres pays viendraient à renoncer à leurs armes nucléaires sans risquer d'aggraver l'instabilité et l'insécurité internationales sont très astreignantes. Elles incluent notamment la réussite des efforts visant à stopper la prolifération des armes nucléaires, un degré beaucoup plus élevé de transparence dans les programmes et les capacités des principaux pays qui nous préoccupent, la mise au point de méthodes et de techniques de vérification capables de déceler les infractions aux obligations en matière de désarmement, l'existence de mesures d'application suffisamment fermes et crédibles pour décourager ce type d'infraction et, au bout du compte, le règlement des conflits régionaux qui peuvent inciter des États rivaux à acquérir et à conserver des armes nucléaires. De toute évidence, ces conditions ne sont pas réunies aujourd'hui.

Mais nous devons – et nous pouvons – œuvrer activement à la réalisation de ces conditions. Nous pouvons prendre les mesures concrètes identifiées dans le présent rapport et grâce auxquelles nous pourrions non seulement progresser vers l'objectif ultime de l'élimination de toutes les armes nucléaires dans le monde, mais aussi relancer le régime mondial de non-prolifération nucléaire, ériger de plus hautes barrières à l'acquisition des armes et des matériaux nucléaires par des groupes terroristes et renforcer la sécurité des États-Unis et de la communauté internationale.